

ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LOIS

LOI N°06-001 DU 6 JANVIER 2006 PORTANT CREATION DU CENTRE DE PROMOTION ET D'APPUI DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES (CPA/SFD).

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 27 décembre 2005 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE 1^{ER} : Il est créé un service rattaché dénommé Centre de Promotion et d'Appui des Systèmes Financiers Décentralisés, en abrégé CPA/SFD.

ARTICLE 2 : Le Centre de Promotion et d'Appui des Systèmes Financiers Décentralisés a pour mission d'assurer le développement des Systèmes Financiers Décentralisés.

A ce titre, il est chargé de :

- contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des éléments de la politique de promotion et de développement de la micro finance ;
- contribuer à la création d'un environnement favorable à l'émergence et au développement des réseaux des Systèmes Financiers Décentralisés ;
- entreprendre et appuyer des programmes et toutes initiatives de création et de renforcement des Systèmes Financiers Décentralisés ;
- coordonner et harmoniser les actions des différents intervenants du secteur de la micro finance ;
- contribuer à l'amélioration des relations entre les banques et les systèmes financiers décentralisés ;
- contribuer à la formation et à l'information des populations cibles.

ARTICLE 3 : Le Centre de Promotion et d'Appui des Systèmes Financiers Décentralisés est dirigé par un Coordinateur nommé par décret pris en Conseil des Ministres.

ARTICLE 4 : Un décret pris en Conseil des Ministres fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement du Centre de Promotion et d'Appui des Systèmes Financiers Décentralisés.

ARTICLE 5 : La présente loi abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment l'Ordonnance N°99-008/P-RM du 1^{er} avril 1999 portant création de la Cellule d'Appui et de Suivi des Systèmes Financiers Décentralisés, ratifiée par la Loi N°028 du 08 juillet 1999.

Bamako, le 6 janvier 2006

Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE

LOI N°06-002 DU 6 JANVIER 2006 PORTANT CREATION DE LA CELLULE DE CONTROLE ET DE SURVEILLANCE DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES (CCS/SFD).

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 27 décembre 2005 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE 1^{ER} : Il est créé un service rattaché dénommé Cellule de Contrôle et de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés, en abrégé CCS/SFD.

ARTICLE 2 : La Cellule de Contrôle et de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés a pour mission de veiller au respect de la réglementation applicable aux Systèmes Financiers Décentralisés.

A ce titre, elle est chargée de :

- assurer l'instruction des dossiers de demandes d'agrément, de reconnaissance, et de signature de convention ;
- assurer le contrôle et la surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés ;
- procéder à la collecte, au traitement et à la diffusion des données statistiques ;
- proposer des sanctions contre les Systèmes Financiers Décentralisés et veiller à leur mise en œuvre.

ARTICLE 3 : La Cellule de Contrôle et de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés est dirigée par un Chef de Cellule nommé par décret pris en Conseil des Ministres.

ARTICLE 4 : Un décret pris en Conseil des Ministres fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Cellule de Contrôle et de Surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés.

ARTICLE 5 : La présente loi abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment l'Ordonnance N° 99-008/P-RM du 1^{er} avril 1999 portant création de la Cellule d'Appui et de Suivi des Systèmes Financiers Décentralisés, ratifiée par la Loi N° 028 du 08 juillet 1999.

Bamako, le 6 janvier 2006

**Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE**

**LOI N°06-003 DU 6 JANVIER 2006 PORTANT
CREATION DE LA DIRECTION GENERALE DU
BUDGET.**

**L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance
du 27 décembre 2005 ;**

**Le Président de la République promulgue la loi dont la
teneur suit :**

ARTICLE 1^{ER} : Il est créé un service central dénommé
Direction Générale du Budget.

ARTICLE 2 : La Direction Générale du Budget a pour
mission d'élaborer les éléments de la politique nationale
en matière budgétaire et d'assurer la coordination et le
contrôle de sa mise en œuvre.

A ce titre, elle :

- coordonne la préparation du projet de loi de finances ;
- suit l'exécution du budget de l'Etat ;
- assure l'analyse et formule des avis et des propositions
sur les mesures comportant ou susceptibles d'avoir une
incidence financière sur les finances publiques ;
- veille à la mise en œuvre des actions de modernisation de
la gestion budgétaire.

ARTICLE 3 : La Direction Générale du Budget est dirigée
par un Directeur Général nommé par Décret pris en Conseil
des Ministres.

ARTICLE 4 : Un décret pris en Conseil des Ministres
fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de
la Direction Générale du Budget.

ARTICLE 5 : La présente loi abroge la Loi N°86-100/
AN-RM du 9 février 1987 portant création de la Direction
Nationale du Budget.

Bamako, le 6 janvier 2006

**Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE**

**LOI N° 06-004 DU 6 JANVIER 2006 PORTANT
MODIFICATION DE L'ORDONNANCE N° 98-026/
P-RM DU 25 AOÛT 1998 PORTANT CREATION DE
LA DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION
CIVILE RATIFIÉE PAR LA LOI N° 98-057 DU 17
DECEMBRE 1998.**

**L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance
du 25 novembre 2005 ;**

**Le Président de la République promulgue la loi dont la
teneur suit :**

ARTICLE 1^{ER} : Les dispositions de l'Article 2 de
l'Ordonnance N° 98-026/P-RM du 25 août 1998 portant
création de la Direction Générale de la Protection Civile
ratifiée par la Loi N° 98-057 du 17 décembre 1998 sont
modifiées ainsi qu'il suit :

ARTICLE 2 (Nouveau) : La Direction Générale de la
Protection Civile a pour mission d'élaborer les éléments
de la politique nationale en matière de protection civile et
de veiller à la mise en œuvre de cette politique.

A cet effet, elle est chargée de :

- organiser, coordonner et évaluer les actions de prévention
des risques et de secours en cas de catastrophes ;
- participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans
de secours et de protection et veiller à assurer la protection
des personnes, des biens et de l'environnement en cas
d'accidents, de sinistres et de catastrophes, en liaison avec
les autres services concernés ;
- veiller à la sensibilisation et à l'information du public ;
- participer aux actions en faveur de la paix et d'assistance
humanitaire ;
- participer à la défense civile ;
- concourir à la formation des personnels chargés de la
protection civile.

ARTICLE 2 : La présente loi sera enregistrée et publiée
au Journal officiel.

Bamako, le 6 janvier 2006

**Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE**